

Par e-mail : <https://www.lalibre.be/debats/edito/2022/09/13/crise-energetique-sans-une-once-de-contrition-X256XCM6BVDXFN44LHE6TG3DEI/>

## **Un édito de François Mathieu. Le document de deux pages postérieur au kern de vendredi dernier relatif aux mesures à prendre en réponse à la crise de l'énergie confirme le sentiment d'incompréhension qui nous habite depuis quelques mois.**



[François Mathieu](#) Journaliste – Editorialiste - Publié le 13-09-2022

Le document de deux pages postérieur au kern de vendredi dernier relatif aux mesures à prendre en réponse à la crise de l'énergie confirme le sentiment d'incompréhension qui nous habite depuis quelques mois. Et de colère face à ce mot "urgence" mis à toutes les sauces dans les discours politiques, alors que le document traduit surtout l'impuissance de nos autorités à se mettre d'accord collectivement sur les leviers à activer pour rassurer et aider les ménages et les entreprises.

Des leviers, le fédéral et les Régions en ont, pourtant. Mais les deux pages "post-kern" montrent aussi et surtout une réelle propension à se reposer sur les hypothétiques futures décisions européennes à plafonner les prix. Et à renvoyer "la balle aux autres". Après plus d'un an de crise énergétique, une source gouvernementale ose encore nous affirmer sans une once de contrition "*que tout est encore à discuter et que rien n'est décidé*". C'est dramatiquement vrai. Pas question ici d'alimenter les discours sur l'État défaillant, la lasagne institutionnelle et la précarité de nos finances publiques. À quelques encablures d'un kern dont on nous dit que cette fois, promis juré, "*il pourrait être décisif*", il est temps que le monde politique prenne conscience de la situation de basculement dans laquelle on se trouve, qui amène de nombreux ménages et entreprises aux portes de la banqueroute.

Ce n'est évidemment pas généralisé, c'est important à souligner, mais il est assez pathétique de constater notre incapacité à cerner ceux qui, objectivement, sont en réel état de souffrance. Aujourd'hui, les partenaires de la majorité montrent que la protection de leurs dogmes et de leurs idées, qui a constitué la raison d'être de leur présence au gouvernement, est devenue obsolète. Ils sont incapables de dépasser leurs différences, de collectivement se mettre d'accord sur des solutions structurelles, de long terme, face à cette crise énergétique d'une ampleur inédite et très anxiogène pour tous.

Les sept partis de la Vivaldi n'ont d'autre choix que revoir leur mode de fonctionnement au plus vite, et pas seulement pour espérer rempiler lors de la prochaine législature. Le peuvent-ils ?